

Trump : censure sans précédent des réseaux sociaux



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 07 janvier 2021

Source [Valeurs actuelles] Les réseaux sociaux ont sommé le président sortant de supprimer des messages contestant le résultat de la présidentielle, alors que ses fidèles ont envahi le Capitole.

C'est une première lors du mandat de Donald Trump. Souvent censuré par Twitter, le compte du président sortant a cette fois été temporairement bloqué. Le réseau social l'a même menacé de suspension permanente, une mesure sans précédent, rapporte notamment [Europe 1](#). Dans la foulée, Facebook a fait de même, en verrouillant le compte présidentiel pendant 24 heures. Ces décisions ont été prises alors que des centaines de partisans de Donald Trump ont [envahi le Capitole](#) à Washington pour empêcher le Congrès de certifier la victoire de Joe Biden et que le futur ex-chef d'Etat a publié plusieurs messages continuant à dénoncer une élection présidentielle « truquée ».

Par la même occasion, Twitter a retiré trois tweets de Donald Trump, dont une vidéo où il enjoignait ses fidèles à « rentrer chez eux », tout en répétant que l'élection avait été « volée ». D'habitude, la plateforme se contente simplement de masquer ou d'ajouter des avertissements aux messages qu'elle juge problématiques. « Le compte de Donald Trump sera bloqué pendant 12 heures après le retrait de ces tweets. Si ces tweets ne sont pas supprimés [pas leur auteur, NDLR], le compte restera bloqué », a précisé Twitter.

Facebook n'a pas tardé à emboîter le pas de son concurrent. « C'est une situation d'urgence et nous prenons des mesures d'urgence appropriées, y compris le retrait de la vidéo du président Trump [...] qui, au final, contribue au risque de violence au lieu de le diminuer », a fait valoir Guy Rosen, un des vice-présidents de Facebook en charge de l'intégrité du réseau social, expliquant qu'il perdait ainsi « la capacité de poster sur la plateforme ». De son côté, YouTube a choisi de retirer les directs montrant des émeutiers avec des armes à feu ou tenant des propos inflammatoires, indique Europe 1.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)